

Direction de la Solidarité Départementale  
Autonomie

**Arrêté N° 15-0245**

**Fixant pour l'année 2015 les tarifs  
hébergement et dépendance -  
EHPAD de LUC**

## LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA LOZÈRE

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.322.1 et suivants relatifs aux compétences du Président du conseil général en matière d'action sociale ;
- VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R 314-22 et suivants, R.314-34 et suivants ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU la loi n° 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 01/12/2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la délibération du Conseil général du 19 décembre 2014, approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2015 ;
- VU les propositions budgétaires transmises par la personne ayant qualité de représenter l'établissement en date du 19 novembre 2014 ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** A compter du 1er février 2015, les tarifs hébergement de l'EHPAD de Luc sont fixés à :

49,14 € pour les résidents de plus de 60 ans.  
67,87 € pour les résidents de moins de 60 ans.

En application de l'article R 314.189 du code de l'action sociale et des familles, les produits relatifs au prix de journée hébergement des personnes hébergées de moins de soixante ans sont affectés à la section tarifaire hébergement pour un montant calculé sur la base du tarif journalier afférent à l'hébergement, et sont affectés pour le solde à la section tarifaire dépendance.

**ARTICLE 2 :** Les tarifs dépendance répartis en 3 groupes sont fixés comme suit à compter du 1er février 2015:

GIR 1 et 2 : 23,58 €

GIR 3 et 4 : 14,96 €

GIR 5 et 6 : 6,35 €

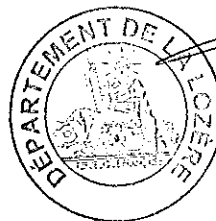
Le montant de la dotation globale dépendance à verser par le Conseil général de la Lozère pour l'année 2015 est de 93 363,75 €, versée mensuellement par douzième.

**ARTICLE 3 :** Les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie restent redevables envers l'établissement de la participation forfaitaire calculée en application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Espace Rodesse 103 bis rue Belleville BP 952- 33063 Bordeaux CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur général des services du département, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Bulletin Officiel du Département.

Mende, le **29 JAN. 2015**  
Le Président du Conseil général,



**Jean-Paul POURQUIER**